



**Vos supermarchés
restent ouverts !!!**
Ne relâchez pas la vigilance !
Continuons les gestes barrières

Adidogomé - Agoè Assiyéyè - Baguida - Boulevard - Cassablanca - Grand Marché - Millénum - Okavango

LE CHAMPION, ENTREPRISE CITOYENNE

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.lesopinion.tg

www.lesopinion.tg
Récépissé N°0149/14/03/01/NAAC

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité / N°737 du 29 Novembre 2021 / Prix : 250F CFA

Réhabilitation prochaine du tronçon Adidogomé-Ségbé :



P.2

Bientôt, la fin d'un calvaire

Terrorisme et extrémisme violent au Togo

Les médias et les OSC outillés P.5



Matthias LATTA et sa vision :

Quitter l'Emarito pour le social P.7



Réhabilitation prochaine du tronçon Adidogomé-Ségbé :

Bientôt, la fin d'un calvaire

Les populations du grand Lomé et surtout les riverains du tronçon Adidogomé-Ségbé ont désormais des raisons de se frotter les mains. Et pour cause, la ministre chargée des travaux publics, Zouréhatou-Kassah-Traoré, a annoncé jeudi 25 novembre dernier en visite de terrain, la réhabilitation prochaine de cette voie très stratégique. Par cette annonce, le gouvernement vient prouver sa grande préoccupation en ce qui concerne, la recherche du bien-être de tous. Des voix s'étaient levées pour attirer l'attention des autorités sur l'état de dégradation de cette route et c'est fort heureusement que le gouvernement vient rassurer tous de sa fidélité à la politique des infrastructures routières engagée par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

La visite de terrain de Mme la ministre, vise à sensibiliser les riverains à libérer l'emprise de cette voie en prélude au démarrage des travaux de réhabilitation et de bitumage très

prochain de ce tronçon, long de 10 kilomètres.

Mme Kassah-Traoré a expliqué que sous l'impulsion du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, il y a tout un programme de construction et de réhabilitation d'infrastructures routières sur toute l'étendue du territoire dont la voie Adidogomé-Ségbé.

" Il y a de cela 10 ans, en 2010, cette voie avait été goudronnée. Aujourd'hui, la voie est complètement dégradée. Elle n'est plus réparable. Donc, on a reçu les instructions pour que la reconstruction définitive de la voie se fasse. Le contrat est déjà signé ", a-t-elle déclaré.

Lors de cette visite de terrain, Mme la ministre des infrastructures avait à ses côtés le préfet du Golfe, M. Kossi Atabuh, le maire de la Commune Golfe 7, M. Aimé Djikounou ainsi que les chefs traditionnels du canton d'Aflao-Sagbado. Ensemble, ils ont sensibilisé les populations riveraines à dégager la

voie afin que les travaux proprement dits puissent démarrer.

" Aujourd'hui, nous sommes là pour sensibiliser les populations pour que l'emprise qui est occupée par le commerce soit dégagée. Il ne s'agit pas du démarrage des travaux ", a-t-elle signifié.

Mme Zouréhatou Kassah-Traoré a expliqué qu'à la fin des travaux, ce tronçon serait une grande voie très importante avec une qualité meilleure que la voie qui existait, dotée de caniveaux et de parking pour les bus et les taxis, dans l'intérêt de la population d'Aflao-Sagbado et par ricochet, de toute la population du Grand Lomé. " La voie va être réhabilitée pour faciliter la vie des populations de Ségbé, parce que c'est des travailleurs qui se lèvent le matin au soir, qui joignent les deux bouts. La voie est complètement dégradée. Donc, on le fait dans l'intérêt de cette population là ", a-t-elle déclaré à l'issue de la visite. C'est une fierté



La ministre sur le terrain

pour le maire de la commune Golfe 7 M. Aimé Djikounou, qui a fait remarquer que sa commune s'engage à travailler avec l'entreprise qui a décroché le marché en toute sérénité et sensibiliser la population, afin qu'elle puisse adhérer avant le démarrage des travaux.

" Après la visite de la ministre, nous nous sommes dit que l'exécutif va se retrouver ensemble avec le Conseil pour définir quelles stratégies asseoir pour pouvoir aller vers la population ", a-t-il conclu.

La réhabilitation de cette route est un engagement ferme du gouvernement qui est regardant en ce qui concerne le bien-être des populations. Pour la réfection de cette voie, l'expertise de l'Entreprise EBOMAF serait encore sollicitée. Et

c'est à juste titre que dans quelques mois l'on pourra observer la beauté de ce tronçon qui donnait matière à polémiquer dans certains milieux à cause de sa défectuosité avancée. EBOMAF, un mastodonte des BTP reconnue pour son expertise en matière de construction des routes à l'échelle continentale serait à la hauteur de cette réhabilitation à lui confiée avec ses travailleurs dégoûtés et ses ingénieurs mordus à la tâche. Plus de doute à se faire dans ce sens car l'entreprise du PDG Mahamadou Bonkougou a déjà fait ses preuves dans la réhabilitation et la construction des routes au Togo comme dans la sous-région. En témoigne la route Lomé-Kpalimé qui force l'admiration des usagers.

Tchagnao

Journée mondiale de lutte contre le SIDA :

De la nécessité de limiter les inégalités qui alimentent l'épidémie

A chaque 1er décembre de l'année, la plupart des pays du monde entier se mobilisent autour d'un thème pour célébrer la journée de lutte contre le SIDA. Cette date est consacrée à un moment de réflexion sur ce qui a été fait en matière d'intervention et sur ce qui reste à accomplir contre ce mal. Le Togo qui n'est pas en reste dans la lutte contre le SIDA, veut éliminer cette pandémie d'ici 2030. Une annonce qui a été faite par Vincent Pitche, coordonnateur du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (CNLS-IST) à la suite d'une conférence de presse tenue à leur siège le vendredi 26 novembre dernier.

Cette année le thème retenu pour cette journée est "



La table lors de la rencontre

Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au Sida. Mettre fin aux pandémies ". A travers ce thème, l'ONUSIDA voudrait que l'on mette l'accent sur l'éradication urgente des inégalités qui alimentent l'épidémie du SIDA et d'autres pandémies dans le monde. Pour l'ONUSIDA, les inégalités économiques, sociales, culturelles et juridiques doivent prendre fin de toutes

urgences si l'on tient à éradiquer le mal d'ici 2030.

Au Togo, la prévalence 2020 est de 2%. Le nombre de personnes vivant avec le VIH est de 110.000 dont 80.160, soit 73% sont sous traitement. L'autre problème selon le Prof Pitche c'est qu'ils sont confrontés à des inégalités en termes d'accès, car les malades n'arrivent pas à avoir accès par peur d'être

discriminés ou stigmatisés. Et si le Togo est à 73% de couverture chez les adultes PVVIH, celle des enfants est à 48%. Ce qui fait que dès fois les gens ont du mal à mettre les enfants vivant avec le VIH sous traitement.

Pour lui, c'est un gros défi sur lequel les acteurs doivent challenger. Par rapport aux défis, ils sont au nombre de 3 au plan national à savoir : l'élimination de la stigmatisation et la discrimination liées au sida ainsi que la création d'un environnement facilitant les interventions de prévention et de soins ; l'amélioration de la couverture de la prise en charge pédiatrique, et l'amélioration de la réponse pour atteindre les objectifs 95-95-95 en 2025. Au programme de cette journée de 1er décembre, les activités se

dérouleront de façon symbolique, vu le contexte sanitaire lié à la Covid-19.

Au nombre des activités programmées, l'on note le forum national des organisations de la société civile en lutte contre le VIH et pour la promotion de la santé au Togo et la sensibilisation de proximité par la société civile ; la campagne de prévention des IST/VIH et grossesses non désirées 2021 qui est une campagne médiatique et digitale sur les radios et les réseaux sociaux ; une sensibilisation dans les mass-média pour toucher les jeunes ; la descente de terrain dans certaines structures associatives et des dépistages communautaires dans les centres associatifs et dans les centres adaptés.

Elom

Lutte contre la violence faites aux femmes

Les dirigeants africains engagés

La première Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine (UA) pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles a eu lieu le jeudi 25 novembre dernier à Kinshasa. Le Chef de l'État Faure Gnassingbé a pris part à cette rencontre initiée par le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi.

Le thème retenu pour cette réunion était : "Conférence des Hommes de l'Union Africaine sur la masculinité positive dans le Leadership pour éliminer la



Photo de famille

violence contre les femmes et les filles", cette rencontre qui a connu la présence de plusieurs dirigeants Africains a été une occasion pour mobiliser l'engagement de ceux-ci dans le but d'accélérer la prévention et l'élimination de ces violen-

ces à tous les niveaux sur le continent.

Les travaux ont porté sur l'examen des principaux obstacles à l'épanouissement de la gente féminine, notamment les violences sexuelles en période de conflits, les mariages et les

grossesses précoces, les mutilations génitales, sans oublier l'accès limité aux postes décisionnels.

A l'issue de la rencontre, une déclaration de politique a été adoptée et a pour objectif de mettre un terme aux violences faites aux femmes et aux filles, ceci pour apporter leur soutien à la promotion de la lutte systématique contre les violences basées sur le genre (VBG), conformément à l'Agenda 2063 de l'UA. Cette démarche des leaders africains vient à point nommé lancer la campagne annuelle de deux semaines des Nations Unies qui

appelle les nations du monde à agir pour la prise de conscience de ce phénomène. Le thème de cette campagne mondiale est : "Orangez le monde : mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes".

Il faut rappeler que le Togo s'est engagé, depuis plusieurs années déjà, à lutter contre les violences faites aux femmes. Récemment encore d'ailleurs, le pays a adhéré au mouvement mondial HeForShe, et est cité, à juste titre, en exemple pour son engagement sur cette thématique.

Lynda Dalikou

Séminaire gouvernemental à Kara :

Faure Gnassingbé et les membres de l'Exécutif ont échangé sur des sujets importants

Le gouvernement était en séminaire à Kara le vendredi dernier. Ouvert par le chef de l'État, Faure Gnassingbé, ce séminaire gouvernemental a été l'occasion de faire le point du niveau d'avancement de la feuille de route 2020-2025 et principalement les progrès réalisés sur les 10 actions prioritaires définies lors du dernier séminaire gouvernemental des 26 et 27 juillet derniers.

Le but de ce nouveau séminaire est de renforcer le dispositif de la mise en œuvre des projets en relevant les bonnes pratiques et les difficultés dans l'exécution de la feuille de route.

Plusieurs projets étaient sur la table de discussions. Il s'agit entre autres de la mise en place de la couverture santé universelle, l'augmentation de l'accès et à l'assainissement, la construction de logements, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes et la digitalisation des services publics de l'administration.

Avant la tenue de ce séminaire, Faure Gnassingbé avait indiqué que cette rencontre sera une occasion pour faire l'état des lieux avec un focus



sur les secteurs de l'eau, la sanitaire qui a fait augmenter les besoins dans tous les secteurs et les attentes des populations. Il avait également évoqué la crise

Selon les informations, Faure Gnassingbé avait déjà fait savoir qu'une évaluation claire et sincère s'impose pour identi-

fier les avancées, les difficultés et les apprentissages dans ce contexte lié au covid-19 lors de cette rencontre tenue à Kara.

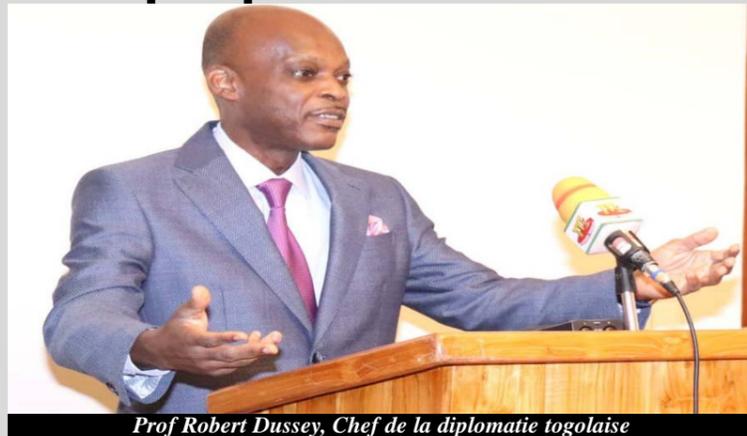
Le séminaire gouvernemental de Kara a donc permis aux ministres d'échanger sur les thématiques notamment la situation économique post-covid, la transition écologique et le contexte sécuritaire. Rappelons que Faure Gnassingbé attache du prix à la bonne exécution de ces projets prioritaires pour satisfaire les attentes et les besoins des populations.

La Rédaction

Togo/Diplomatie:

Un siège et un Guichet Diaspora pour le Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur

Le jeudi 25 novembre dernier, le Prof. Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur a procédé à Lomé, à l'inauguration de la Maison de la diaspora, siège du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) et du Guichet Diaspora. Ces deux institutions mises en place par le gouvernement s'inscrivent dans le cadre d'optimiser les contributions des compatriotes



Prof Robert Dussey, Chef de la diplomatie togolaise

tes de l'extérieur au développement du Togo.

Cette inauguration s'ins-

crit également dans la droite ligne des multiples actions initiées par le Gouvernement conformé-

ment à la vision du Chef de l'État Faure Gnassingbé qui n'a de cesse lancé un appel à tous les Togolais pour la construction de notre chère nation.

Cet événement est le résultat des ambitions nourries par le gouvernement depuis la création du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur.

Lors de l'inauguration, le ministre Robert Dussey a

Suite à la page 5

CEDEAO/20 ans de la Cour de justice :

23 recommandations formulées à Lomé pour sa perfection

La cour de Justice de la Communauté Économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a célébré ses 20 ans et c'est à travers une conférence internationale tenue à Lomé du 22 au 25 novembre à Lomé. Une aubaine pour la communauté, de jeter un regard sur le parcours de la cour et d'établir les perspectives. La rencontre a connu la participation des membres du gouvernement, notamment le ministre de la Justice, Puis Agbétomé, du président de la cour suprême du Togo, Abdoulaye Yaya, du président de la Commission de la CEDEAO Jean Claude Kassi Brou ; du président de la Cour de Justice de la CEDEAO, Juge Edward Amoako Asanté, du Vice-président de ladite Cour, Gberi-be Ouattara et d'autres juges.

La rencontre est axée sur le thème, " Vingt ans de la cour de Justice de la CEDEAO : réalisations, défis et perspectives ". Elle se veut la première



Photo de famille

conférence internationale hybride de la Cour où, des présentations seront faites physiquement et virtuellement en tenant compte des impératifs de la pandémie de Covid-19 et des économies qui en découlent.

Il était question pour les participants de " proposer des axes d'amélioration, pour une justice plus efficace, plus accessible et plus transparente dans un contexte régionale et globale plus ouvert grâce aux technologies modernes et également plus complexes ", a signifié Jean-Claude Kassi

Brou, Président de la Commission de la CEDEAO lors de son allocution d'ouverture.

Le défi pour le ministre togolais de la justice Puis Agbétomé, c'est de faire de cette cour, une des plus grandes sur le plan international. " Notre Cour commune doit pouvoir se hisser au rang des cours régionales et internationales de même nature à travers sa performance pour donner satisfaction aux Etats membres et aux citoyens de ces Etats ", a-t-il affirmé dans son discours d'ouverture des travaux.

Plus d'une vingtaine de recommandations ont été faites. Parmi les plus fortes recommandations, il est demandé à la Cour de mettre en place une stratégie pour rapprocher les Etats en vue d'instaurer un dialogue pour aboutir à l'exécution de ses décisions (...), car rappelle Gberi-be Ouattara, la justice n'est effective que lorsque les décisions sont exécutées ".

" Ensuite, il a été constaté qu'au fur et à mesure que nous avançons, le volume des procédures accroît de façon exponentielle. Aujourd'hui, on a plus de cent soixante-six (166) dossiers en souffrance devant la Cour. Donc il a été également convenu que le nombre de juges qui a été réduit à cinq (05) au lieu de sept (07), soit ramené à onze (11) pour que la Cour puisse constituer les panels qu'il faut pour fonctionner ", a ajouté Gberi-be Ouattara.

Le Vice-président de la Cour de justice de la CEDEAO

poursuit : " Le mandat des juges est atypique, c'est-à-dire 4 ans non renouvelable et ne ressemble à aucune cour internationale. Il a été recommandé que ce mandat soit ramené soit à cinq (05) ans renouvelable, soit à six (06) ans ou neuf (09) ans non-renouvelables. Il s'agit d'une longueur de mandat pour permettre aux juges d'avoir beaucoup d'expériences, asseoir une jurisprudence respectée et rendre une décision moins contestée ".

L'instauration d'un dialogue bilatéral avec les justices nationales des Etats pour échanger sur le droit communautaire afin de fluidifier son application, a été aussi recommandée par les participants. Il a été aussi souhaité que la Cour instaure un dialogue judiciaire avec les autres cours internationales. Les participants se disent satisfaits non seulement du déroulement des travaux, mais aussi des recommandations signifiées.

La cour de justice de la CEDEAO est créée en 1991. Mais ses premiers juges ont été installés en 2021. Sa mission primordiale, est de rassurer les justiciables des Etats membres et de leur donner confiance dans le renforcement de l'Etat de droit et le respect de leur liberté fondamentale. Elle compte aujourd'hui, 500 décisions rendues depuis son existence.

Stan

Réduire le nombre de détenus préventifs dans les prisons :

La CNDH veut jouer sa partition à travers le renforcement de capacité de ses membres

Dans le but de contribuer à une réduction de la durée de la détention provisoire au Togo, la CNDH à travers un atelier renforce la capacité des membres et personnel de l'institution. Atelier qui a été organisé avec l'appui technique de l'Association pour la Prévention de la Torture (APT). Cet atelier de trois jours qui s'est tenu les 23, 24 et 25 novembre à Lomé a permis d'analyser, de comprendre les causes et conséquences de la détention provisoire longue au Togo et de contribuer à réduire cette durée. C'est le vice-président de la CNDH, Me SANVEE Ohini Kwao Didi qui a présidé les travaux de cet atelier.

Durant trois jours, membres et personnels de la CNDH ont eu à échanger sur les principaux domaines d'intervention du Mécanisme National de Prévention de la torture (MNP), les techniques d'organisation des visites dans les lieux de privation de liberté et l'analyse globale après visite.



La table d'honneur

Au Togo, selon le vice-président de la CNDH, Me SANVEE Ohini Kwao Didi, la situation des personnes en attente de jugement n'est guère reluisante et que la détention provisoire est trop longue. Elle est selon lui, toujours d'autant plus préoccupante dès lors que 60% des personnes détenues dans les prisons togolaises sont prévenues ou inculpées c'est-à-dire en attente de jugement ; une tendance confirmée par le rapport annuel 2020 de la CNDH qui avance un taux de 132,52% de la population carcérale due à la détention préventive longue. Donc face à ce pro-

blème, l'urgence est d'amener les uns et les autres à comprendre ce qui se passe réellement afin de contribuer à réduire de façon significative la durée de cette détention. D'où l'organisation de cet atelier de renforcement à l'endroit des membres de la CNDH pour qu'à terme contribuer à réduire le nombre de détenus préventifs dans les prisons et plaider auprès des autorités judiciaires compétentes pour l'adoption rapide du nouveau code de procédure pénale.

L'avantage de cette formation est que selon M. Ben BUCKLAND, conseiller indépen-

dant en matière de contrôle à l'APT est qu'elle permettra aux membres et personnels de la CNDH de mieux répertorier dans les jours à venir, les goulots d'étranglement, de partager les bonnes pratiques et d'envisager des approches de solution à travers des stratégies propres. Autres avantages, c'est les mesures alternatives aux peines d'emprisonnement pour désengorger les lieux de privation de liberté et minorer les risques de torture et de mauvais traitements.

Notons qu'en organisant cet atelier de formation, la CNDH en termes de perspectives, prévoit des audiences foraines à destination des détenus préventifs et des réunions de plaidoyer à l'endroit des autorités judiciaires, des parlementaires et du barreau.

Rappelons que cette formation est financée par le Fonds OPCAT (Optional protocol to the Convention against Torture).

ELOM

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAVée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction
 Agbékponou Junior

Rédacteurs
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie
 Direct Sprint

Tirage
 2.000 exemplaires

Terrorisme et extrémisme violent au Togo

Les médias et les OSC outillés

Le ministre de la sécurité et de la protection civile en collaboration avec le PNUD a poursuivi les séminaires de sensibilisation et de formation des OSC et des médias ouverts il y a quelques semaines dans les régions Maritimes et des Plateaux avant que notre pays ne soit victime de la dernière attaque.

Savanes, centrale et Kara sont les régions qui ont bouclé ces séries de formation très déterminantes pour bloquer le phénomène de l'extrémisme violent dans notre pays.

Il s'agit d'amener les professionnels des médias à prendre à bras le corps le phénomène qui gangrène notre sous-région depuis 2012. La question du terrorisme et de l'extrémisme vio-

lent n'est plus une affaire exclusive du gouvernement et des Forces de Défense et de Sécurité.

Les organisations de la société civile et les médias sont et demeurent les grands vecteurs de messages et de sensibilisation au sein des masses. L'objectif visé est de faire en sorte que les responsables des médias privés et publics ainsi que les ONGS puissent s'engager davantage dans la lutte contre le fléau.

Ce séminaire n'est pas le premier du genre. Il s'est déroulé dans les autres régions avec le même cachet. À Kara, à Dapaong comme à Sokodé, le ministre Yark Damehane a salué l'engagement du Chef de l'État qui ne ménage aucun effort quand il s'agit d'assurer le bien-être de tous les

citoyens. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui depuis toujours veillent au grain sur la protection et la sécurité de tous ont également intéressé le général qui, sans détours leur a adressé ses félicitations surtout pour la bravoure dont elles ont fait montre lors de la dernière attaque contre notre pays. Le Togo fait montre de rigueur et de pragmatisme dans la lutte contre le terrorisme avec l'opération Koudjouare dans sa partie frontalière avec le Burkina Faso.

Le ministre Yark et le PNUD ont exhorté les professionnels des médias à plus de sensibilisation et à la diffusion de messages attirant l'attention de tous à la vigilance et à la collaboration avec les FSD. Kara a été la dernière étape de



Gal Yark Damehane, ministre de la Sécurité

ces séries de séminaires. Les OSC et les professionnels des médias sont désormais bien lancés pour jouer leur partition. Le phénomène de l'extrémisme violent est une réalité ; c'est pour cela que le PNUD s'est engagé à accompagner le gouvernement. Car, sans la paix pas de développement, sans la paix rien ne marche. C'est une démarche qui vise à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Le PNUD entend

élargir cette rencontre au plan sous-régional car estime-t-il, le mal n'est pas que togolais mais global et nécessite plus d'engagement et de synergie pour être anéanti.

Au demeurant, il y a lieu d'outiller davantage les acteurs de la presse ainsi que ceux de la société civile pour pérenniser ce travail pédagogique sur le terrain pour tenir en veille les populations.

TCHAGNAO

Cantines scolaires :

Le Premier Ministre sur le site du jardin scolaire de l'EPP Adjamda

Présente dans la région de la Kara pour le séminaire gouvernemental, Mme le Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a saisi l'occasion pour faire des visites de terrain dans plusieurs localités.

À l'École primaire publique (EPP) d'Adjamda dans le canton de Bohou à Kara, la cheffe du gouvernement est allée constater le fonctionnement du jardin scolaire qui alimente la cantine de l'école en légumes pour les repas des élèves.

Grâce à ce jardin scolaire, la cantine de l'école est approvisionnée en légumes naturels bio pour la préparation des plats chauds aux élèves.

"Le jardin fournit les carottes, adémè, gboma, piment, choux et gombo à la cantine scolaire ici à EPP Adjamda." a expliqué Kiliou Mouzou, jardinier à l'EPP Adjamda.

Cette initiative de cantines scolaires est soutenue



par le gouvernement et ses partenaires à travers l'Agence nationale du développement à la base (ANADEB) qui accompagne les communautés.

Pour Magnango Essonani, "Maman cantine" à l'EPP Adjamda, "il faut que les repas soient prêts avant 11h et les élèves sortent par classe pour prendre leur repas. Aujourd'hui, pour le menu du jour : on a préparé la pâte à la sauce d'arachide mélangée de gboma et poissons à 251 élèves. Les enfants mangent très bien et sont contents pour la cantine scolaire de notre école."

Cette visite de terrain a permis à Mme le Premier Ministre de féliciter et d'encourager tous les acteurs pour la qualité des



prestations. Elle a appelé les populations et notamment les élèves à l'excellence et à être des artisans de paix pour un dévelop-

pement durable au Togo dans la sécurité.

Source : www.primature.gouv.tg

Togo/Diplomatie:

Un siège et un Guichet Diaspora pour le Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur

Suite de la page 3

expliqué que la Maison de la Diaspora est l'endroit privilégié pour accueillir la diaspora, répondre à ses préoccupations et pour construire des projets porteurs de croissance et de développement, pour le bien-être de la population togolaise dans son ensemble avec l'appui des Délégués Pays du HCTE.

Au nom de la diaspora

togolaise, le Président du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur, Kodzovi ATITSO, et Safiou RADJI, Coordonnateur du Guichet Diaspora ont adressé leurs remerciements au gouvernement pour son engagement à travailler avec la diaspora et de l'inciter à s'impliquer davantage dans l'effort de construction de la prospérité collective dans notre pays.

Ils ont saisi cette occasion pour rappeler à la diaspora son rôle indispensable dans le développement national. C'est le lieu pour le Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur de remercier tous les partenaires qui l'accompagnent dans toutes ses initiatives en faveur de la diaspora togolaise.

ALASSANI A.

JVE/20 ans d'engagement dans la lutte contre les changements climatiques :

Séna Alouka satisfait du chemin parcouru

Le mardi 23 novembre dernier, l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) a célébré ses 20 ans d'existence et d'engagement dans la lutte contre les changements climatiques au Togo. A cette occasion, une conférence débat placée sous le thème "Urgence d'une éducation à l'environnement face aux enjeux écologiques en Afrique" a permis au directeur exécutif Séna Alouka



Séna Alouka

d'exposer le chemin parcouru et de lancer un appel à une éducation nouvelle à la citoyenneté, à l'écologie et au

développement durable.

Depuis 2001 JVE s'est engagée à mener une lutte pour la sauvegarde de l'environnement. Une lutte qui amènera les différentes communautés à être épanouies pour bien faire face au développement durable. Aujourd'hui, à travers ses 20 ans d'existence, la JVE s'estime heureuse par rapport à son bilan positif qui fait réjouir ses administrateurs,

ses partenaires ainsi que ses volontaires qui ont vu leur vie transformée sur le plan formation et éducation. Si la JVE est arrivée à ce stade, ce n'est pas le fruit du hasard. Car selon le directeur exécutif, la réussite de la JVE se résume à trois éléments principaux : la persévérance, la détermination et un peu d'obstination. Face à cette réussite, Séna Alouka s'est réjoui d'avoir eu à expérimenter une approche de gestion qui permet à la jeunesse d'être au-devant de la prise de décision notamment en matière de la gouvernance environnementale. Il a également exprimé un sentiment de fierté pour avoir créé une plateforme qui aujourd'hui a permis à bon nombre de jeunes de se réaliser, de découvrir également leurs missions et de travailler aux côtés de l'Etat pour la préservation de l'environnement. Pour les années à venir, l'ambition de l'organisation panafricaine, demeure la même selon le directeur exécutif.

Pour lui, il s'agira d'assurer toujours une justice sociale, mais avec une touche particulière : celle de pouvoir accentuer la formation des citoyens sur les valeurs républicaines et civiques avec à la clé une éducation à l'environnement et au développement durable. Face à la crise climatique, l'érosion de la biodiversité et la pauvreté qui les accompagnent, la JVE veut armer un mouvement citoyen très fort.

Pour ce faire, elle propose une journée nationale afin d'accorder une attention particulière à l'environnement. Ce qui amène le directeur exécutif à plaider pour que le 23 novembre de chaque année soit déclaré comme journée nationale de l'éducation à l'environnement et de développement durable. A ce jour, l'ONG JVE dispose de 44 branches locales au Togo, 28 représentations nationales en Afrique et à son actif 50 000 jeunes africains.

Elom

La SAFER

La Société autonome de financement de l'entretien routier SAFER, un fonds d'entretien routier de dernière génération, est une initiative du gouvernement togolais, préoccupé par la dégradation sans cesse croissante du patrimoine routier national.

Créée par décret n° 2012-013/PR du 29 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative.

Elle dispose de plusieurs instances dirigeantes, à savoir un conseil de surveillance, qui est l'organe suprême composé des ministères dont les charges concernent notamment les infrastructures routières : les Travaux ; les Transports ; les Ports maritimes et fluviaux ; les Routes nationales et l'Urbanisme. Elle est aussi dotée d'un conseil d'administration composé de représentants du gouvernement, de deux représentants du secteur privé et de deux représentants des usagers de la route. La SAFER est également dotée d'une direction, responsable du budget de la société et

responsable de sa gestion devient le conseil d'administration.

Elle se fait représenter sur toute l'étendue du territoire par des postes de péages, entre autres, sur la route nationale N°1 à Cossouville le poste de péage de Dédé, qui se charge de la collecte des fonds auprès des routiers, ainsi que d'autres en cours de construction. Elle se fait aussi identifier sur le terrain par des services d'entretien routier, chargés de l'entretien des routes et du curage des caniveaux.

SAFER est également un client de « Go Africa Online », qui lui offre ses services en termes de communications, de marketing ainsi que des investissements à toute personne avide de mieux connaître la SAFER.

La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'entretien routier d'Afrique (AFERA) et fait partie de la SA, ou Groupe des SA (Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier), un énonciation sous régime de la même organisation.

- ENTRETIEN ROUTIER**
- GESTION DES POSTES DE PEAGES**
- APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

Route nationale n°1 (Agoè Caccaveli) Lomé-Togo BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

Matthias LATTA et sa vision : Quitter l'Emarito pour le social

A 45 ans Matthias LATTA cède la direction d'Emarito, quitte les affaires et se tourne exclusivement vers le social " *Aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit de la paix* ", dit-on. Matthias LATTA l'a si bien compris et remercie le Chef de l'État Faure Essozimna GNASSINGBE pour ses choix judicieux en faveur de la paix et la sécurité de notre chère patrie.

Ce jeune et brillant entrepreneur togolais semble faire une exception dans le microcosme des affaires depuis près d'une vingtaine d'années. Si rien ne disposait cet ancien SDF (Sans Domicile Fixe) en France à avoir un tel succès dans les affaires, et être à la tête de plusieurs sociétés, il veut donner une nouvelle orientation à ses affaires.

Matthias LATTA n'entend désormais faire parler son cœur que dans le social, convaincu des efforts et des engagements de nos plus hautes autorités dans le domaine.

À la question de savoir quel est le secret de sa réussite, nous avons été surpris par sa réponse. Sa réussite nous dira-t-il, tient en trois

points :

- Primo DIEU,
- Secundo DIEU,
- Tertio DIEU.

Aussi assène-t-il modestement : " Je n'ai rien de plus et de mieux que mes frères togolais et africains, mais c'est le choix souverain de Dieu qui m'a porté à cette position sociale. " Ce dont il rend grâce à Dieu tous les jours.

Certes si l'intéressé déclare toujours que son succès vient exclusivement de Dieu, il faut lui reconnaître ses qualités de leader qui sont :

- L'engagement personnel
- L'exemplarité et confiance
- Le sens de délégation
- L'aisance dans la prise de décision
- La qualité de communication très développée.

Au nombre des vertus cardinales ayant conduit cet opérateur économique à la réussite, l'on souligne également à grands traits son humilité et son profond respect des valeurs familiales, des autorités établies et des aînés.

D'ailleurs, il a l'habitude de dire : " Soumettez-vous aux autorités supérieures car elles sont établies par DIEU. "

" Honorez votre père et votre mère si vous voulez être heureux et vivre longtemps " et

" Soyez plein de respect pour les personnes âgées ".

L'un des meilleurs de sa génération, Matthias Latta a confié qu'il entendait désormais fermer une page de sa vie qu'est le monde des affaires pour ouvrir d'autres chapitres. La passation des charges à la direction d'EMARITO acte déjà cette décision, qui voit désormais le Commandant AFFO Ayessi, ancien commandant adjoint de la capitainerie du Port Autonome de Lomé, prendre les rênes de cette institution de référence pour la formation des cadres de l'administration portuaire et de gestion des affaires maritimes.

Aussi ne cesse-t-il de le rappeler : " DIEU m'a beaucoup béni, et c'est maintenant à mon tour de le servir en lui accordant du temps plein à travers le social ".

Visiblement la retraite tant espérée par Matthias Latta ne sera pas de tout repos. Le jeune retraité des affaires en plus de ce qu'il fait déjà pour soutenir les personnes dans le besoin, a l'ambition de :

- construire des maisons



Matthias Latta

pour les orphelins (différentes des orphelinats), dans lesquelles ces derniers auraient droit à une tata en guise de mère et d'un tonton en guise de papa et qui fréquenteront l'école du quartier dans lequel ils résident.

- aider les jeunes togolais porteurs de projets, à se lancer dans les affaires.

D'ailleurs pour ceux qui connaissent Matthias LATTA, ils savent que ce dernier n'est pas à ses débuts dans le social.

On se souvient des actions qu'il a mené depuis 2010 au Togo à savoir :

- le raid humanitaire Cinkassé-Lomé au cours duquel des dons (matériels scolaires, informatiques, ambulances...) ont été faits dans les préfectures et villa-

ges

- la prise en charge des orphelins

- la distribution des kits scolaires

- la distribution des kits alimentaires

- l'aide à l'accès à l'eau

pour ne citer que cela. C'est en connaissant les besoins des populations vulnérables que Matthias LATTA veut poursuivre les actions sociales.

Un peu comme dirait un des hommes de médias : " Matthias LATTA, cet homme soit on l'aime ou on le déteste, une chose est sûre, il ne laisse personne indifférent ".

Matthias LATTA, aimé et apprécié par certains pour son altruisme, détesté et décrié par d'autres, beaucoup plus pour des raisons qui leur sont propres que pour le caractère de ce dernier, il faut souligner que pour ceux qui le connaissent, c'est un homme au grand cœur.

Enfin, en se montrant très reconnaissant envers tous ceux et celles que Dieu a placé sur son chemin pour accomplir ses plans ; il a souvent lancé l'appel au respect des autorités établies et à reconnaître les bienfaits de la paix qu'il ne cesse d'inviter à préserver, sans laquelle on ne peut rien entreprendre.

Comment un ancien SDF (Sans Domicile Fixe) en France a fait pour réussir dans les affaires et quitter le monde des affaires à 45 ans et se tourner exclusivement vers le social ? Pour ma part en tant que journaliste, il me tarde de l'interviewer pour mieux comprendre les secrets de sa réussite.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

VOTRE SANTÉ NOUS PRÉOCCUPPE

14 novembre
Journée Mondiale du Diabète



**du 1^{er} octobre au
15 décembre 2021**

bénéficiez d'un
abattement
allant jusqu'à

40%

de la

valeur en douane
de vos **VÉHICULES**



25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 15 décembre 2021**



30% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2020**



35% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2019**



40% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est **antérieure au 1^{er} janvier 2019**

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201



**LE CADEAU *TM*oney
AVANT LES FÊTES !**

Retraits
0,8%

Transferts
0,2%

Exemple de frais de retrait en CFA

Montant	Ancien tarif	Nouveau tarif
1 000 F	150 F	8 F
5 000 F	150 F	40 F
15.000 F	450 F	120 F
50.000 F	900 F	400 F
100.000 F	1 800 F	800 F
200.000 F	3 600 F	1600 F



Distributeur Officiel BTCL en Mobile Money
TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Promo valable jusqu'au 31 décembre 2021
togocom.tg

